

La question du Kosovo : instrumentalisation et lutte interne

Kolë Gjelošhaj

Les nouvelles modifications des frontières dans les Balkans de poser à nouveau la question albanaise. Autrement dit la réunification des territoires sur lesquels vivent majoritairement des Albanais pour former cette mythique Grande Albanie tant redoutée par les voisins serbes et grecs. L'aire de peuplement albanaise n'est évidemment pas une et les développements économiques et sociaux des populations albanaises sont bien différents particulièrement depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Malgré cela, comme nous allons le voir, l'instrumentalisation de la question nationale par Tirana et la coïncidence de certains événements majeurs dans l'histoire du Kosovo et de l'Albanie alimentent les craintes des voisins et nourrit les espoirs des Albanais de Yougoslavie.

La politique de Tirana à l'égard des minorités albanaises hors d'Albanie est aussi mue par le fait que ce pays, le plus pauvre d'Europe, maintenu sous perfusion principalement par l'Union Européenne n'est pas maître des routes commerciales importantes qui traversent la région et est tiraillé par des divisions internes importantes.

La question albanaise est posée par le fait que la République d'Albanie ne rassemble qu'un peu plus de la moitié des Albanais vivant dans les Balkans. Le découpage des territoires peuplés d'Albanais s'est accompagné d'une part de la décomposition de l'empire Ottoman et d'autre part de la montée des nationalismes serbes, monténégrins et grecs qui considéraient ces terres peuplées de musulmans qui n'avaient pas participé aux guerres balkaniques (1912-13) comme des territoires à conquérir.

La naissance de l'Etat albanais dont les frontières actuelles ont été définies en 1912-13 doit son existence aux interventions autrichiennes et italiennes qui voulaient limiter l'expansion serbe vers l'Adriatique. La chute de l'Empire Ottoman et le jeu de Grandes Puissances allaient être à l'origine de la question albanaise autrement dit une nation composée actuellement de 6 millions de personnes vivant dans les Balkans répartis sur les territoires de trois pays. La République d'Albanie qui est peuplée de 3,5 millions de citoyens dont 92% sont Albanais de souche, la Yougoslavie en regroupe près de 1,9 million et 23% (officiellement) de la population totale de République de Macédoine est peuplé d'Albanais soit près de 500 000 personnes.

La question albanaise

C'est au XIXe siècle que la question albanaise est posée pour la première fois devant la communauté internationale. Les territoires peuplés majoritairement d'Albanais avaient été divisés par la Porte en quatre vilayet (Kosovo, Shkodër, Monastir, Janina) et une partie d'entre eux allaient être attribué aux voisins lors de la Conférence de Berlin (1878). C'est pour faire entendre la voix albanaise que se réunirent, quelques jours avant l'ouverture de ce Congrès, des intellectuels des quatre divisions administratives ottomanes. Ceux-ci réclameront la constitution d'un vilayet unique dans le cadre de l'empire Ottoman. Cette réunion prendra le nom de Ligue de Prizëren (1878-1881) du nom de la ville du Kosovo dans laquelle ils se réunirent. Dès le début l'assemblée avait pour but d'organiser des forces armées si les territoires peuplés majoritairement d'Albanais étaient divisés. Elle constitua un gouvernement autonome en 1880 qui contrôlait le Kosovo et la Macédoine occidentale. Le Kosovo peuplé majoritairement d'Albanais prenait une nouvelle dimension en tant que foyer de l'éveil national albanais dans la lutte contre l'Empire ottoman.

La Conférence des Ambassadeurs va se réunir à Londres pour la première fois le 17 décembre 1912 pour tenter de résoudre les problèmes causés par les guerres balkaniques et l'effondrement de l'empire ottoman. Le 29 juillet 1913, les grandes puissances décidèrent de faire du pays des aigles une Principauté souveraine héréditaire et neutre sous la garantie des grandes puissances. L'Albanie ne regroupait après la première guerre mondiale que 800 000 Albanais sur 1.500.000 vivant dans les Balkans tandis que la Serbie recevait, en août, au traité de Bucarest,

le Kosovo. Ce n'est qu'en 1921 que les Serbes, les Italiens et les Grecs évacuent la majorité des territoires qu'ils occupaient au pays des aigles alors que les frontières albanaises furent l'objet d'études de la part de commissions internationales jusqu'en 1925.

Entre temps une Assemblée nationale albanaise avait déclaré l'indépendance de l'Albanie le 28 novembre 1912 à Vlora. Dans l'entre deux guerres, l'Albanie fut tout d'abord marquée par une lutte politique intense et ensuite par la domination d'Ahmet Zog. Celui-ci va être successivement Premier ministre, président puis roi des Albanais. Son but sera d'asseoir le tout nouvel Etat albanaise. Il est à noter que son fils Leka 1er prétendant actuel au trône prend la dénomination de son titre royal très au sérieux puisqu'il est l'un des plus fervents défenseurs de la constitution d'une Grande Albanie. Le règne de Zog fut interrompu par l'invasion de l'Albanie par son «allié» italien le 7 avril 1939.

La domination italienne durant la Seconde Guerre mondiale va être marqué par la constitution, par un décret de 1941, de la Grande Albanie englobant le Kosovo et l'Ouest de la Macédoine. La reddition des Italiens en 1943 conduit des Albanais anti-communistes à se réunir au Kosovo en 1943 pour former la deuxième Ligue de Prizren.

La victoire des communistes albanais encadrés et conseillés par leurs camarades yougoslaves ne permit pas de résoudre la question albanaise. Les Albanais réunis derrière Enver Hoxha pensaient que les habitants du Kosovo allaient pouvoir choisir leur destin. Mais Tito, dans son projet de confédération balkanique, voulait faire de l'Albanie la septième République de la Fédération. C'est pour cette raison que le leader albanaise se rangea en 1948 du côté de Moscou contre Belgrade. L'Albanie retrouvait ainsi dans ces frontières de 1913.

De 1948 à 1966, sous la férule du très nationaliste Rankovic, une politique de répression systématique est menée au Kosovo. La chute de ce dernier en 1966 marque le début d'une longue période d'assouplissement. En 1968, les manifestations des étudiants albanais au Kosovo et la volonté des jeunes Albanais de la région de Tetovo en Macédoine d'être rattachée au Kosovo allaient conduire le gouvernement de Belgrade à étendre l'autonomie du Kosovo. Dans le même temps, l'Albanie menait sa révolution culturelle. La promulgation de la constitution de 1974 qui fait du Kosovo et de la Voïvodine des provinces autonome au sein de la Fédération intervient à un moment où le pays des aigles connaît des purges importantes. Les manifestations de 1981 vont constituer un véritable tournant dans les relations entre Belgrade et

Prishtina puisqu'elles seront réprimées brutalement par la police et l'armée yougoslave causant plusieurs dizaines de morts et plusieurs centaines de blessés. Suite à ces événements, Belgrade mettra fin aux accords de coopération existant depuis 1970 entre l'Université de Tirana et de Prishtina. À Tirana, cette même année va être marqué par des dissensions internes importantes conduisant au «suicide» du fidèle lieutenant de Enver Hoxha, et second du régime, Mehmet Shehu.

Depuis 1948, le régime communiste albanais n'a jamais été avare en déclarations martiales de solidarité envers «le peuple kosovar opprimé». Ce fut surtout un thème de prédilection à fonction interne qui visait à souder la population divisée face à un ennemi commun et à concrétiser auprès des masses les dénonciations répétées du titisme. La diplomatie albanaise ne tenta pas pour autant d'action concrète pour attirer l'attention de la communauté internationale sur ce que la presse albanaise qualifiait de «génocide».

Malgré ces prises de position, Enver Hoxha va presque systématiquement renvoyer en Yougoslavie les Kosovars qui voulaient trouver refuge en Albanie. Cette attitude sera répétée par son successeur Ramiz Alia.

La solidarité fut donc surtout verbale. Les dirigeants communistes montrèrent peu d'intérêt au rattachement du Kosovo à l'Albanie. Ils gardèrent ce profil bas tout au long de la période de démocratisation progressive qui devait conduire aux premières élections démocratiques en mars 1991, alors que la suppression de l'autonomie de la province du Kosovo s'était déjà déroulée en plusieurs étapes en 1989 et 1990. Leur programme pour ces élections se contente d'affirmer : *«Notre parti appuiera et soutiendra comme toujours et sans aucune hésitation les demandes des Albanais vivant en Yougoslavie pour le respect de leurs droits nationaux et démocratiques.»* Et pour éviter toute ambiguïté R. Alia, encore président, déclara : *«Nous n'interviendrons pas en Yougoslavie.»* Néanmoins un large consensus se dégage, en octobre 1991, pour reconnaître l'indépendance de la «République du Kosovo».

Lors des prémisses à l'ouverture des frontières de l'Albanie en 1990 deux événements vont fortement marquer les esprits de la population albanaise. En effet, le 2 juillet 1990 l'indépendance du Kosovo est proclamée tandis qu'à Tirana les ambassades sont prises d'assaut dans ce qu'on peut qualifier de premier mouvement populaire de grande ampleur contre le régime communiste. L'année, 1992 est également crucial pour la compréhension des événements actuel dans les Balkans

puisqu'en même temps, arrive au pouvoir Sali Berisha à Tirana, Ibrahim Rugova à Prishtina et que clandestinement l'Armée de Libération du Kosovo (ALK) est créée. De plus, en février, est fondée, en Albanie, l'Assemblée pour la Réconciliation nationale et l'unité.

La campagne électorale de mars 1992 ne modifie que très peu la position des anciens communistes rebaptisés socialistes. Cette élection sera remportée par l'opposition emmenée par le Parti Démocratique de Sali Berisha dont les déclarations de campagne électorale furent teintées de nationalisme. Dès mars 1991, il déclarait : *«Le parti démocratique n'accepte pas la division de la nation albanaise comme permanente. Il luttera pacifiquement et dans le contexte de l'intégration européenne pour réaliser le droit de la nation albanaise au progrès et à l'unité nationale.»* Mais rapidement confrontés aux réalités du pouvoir et à l'évolution de la situation internationale, les cadres démocrates de la nouvelle diplomatie albanaise évoluent, en quelques mois, vers des positions plus modérées au point que toute idée de rattachement du Kosovo «à la mère patrie» est bannie des discours officiels. Toute modification du tracé des frontières est désormais condamnée et dès octobre 1992, le Premier ministre de l'époque Meksi «oublie» même de mentionner la République du Kosovo dans son discours devant la 47e session de l'assemblée générale de l'ONU. Le président Berisha, converti au réalisme, prêche pour une solution politique du conflit.

Les dirigeants albanais, qu'ils soient démocrates ou socialistes, ont toujours demandé lorsqu'ils étaient au pouvoir l'ouverture de négociations entre Prishtina et Belgrade avec une tierce partie, de préférence les Etats-Unis. Le président albanais publiera en juin 1993 un plan en six points pour une solution juste de la question nationale et prendra position, au printemps 1994, pour le renforcement du dialogue entre Belgrade et Prishtina.

L'arrestation en 1993 du leader de l'opposition, le procès fait à cinq dirigeants de la minorité grecque pour espionnage, le referendum pour l'adoption de la constitution en 1994 et surtout les élections de mai-juin 1996, sont autant d'éléments qui ont contribué à discréditer le président Berisha et son équipe à la fois aux yeux de l'opinion internationale et de la population albanaise. Ces difficultés rencontrées par le gouvernement vont le conduire à certaines périodes à jouer la carte du nationalisme, le cas le plus remarquable fut l'intervention de Sali Berisha dans le jeu politique macédonien en favorisant Arben Xhaferri qui avait créé en 1995 le Parti pour la prospérité démocratique des Albanais.

Il faut rappeler que la signature des accords de Dayton sans essayer de résoudre la situation au Kosovo va avoir pour les Albanais de la province un impact psychologique considérable. L'installation de réfugiés serbes au Kosovo, les oppositions politiques internes au Kosovo et l'effondrement du niveau de vie dans cette province sont autant d'éléments qui ont conduit à la lutte armée. Il faut insister sur ce dernier point puisque l'un des arguments qui semblait nuire à l'union du Kosovo et de l'Albanie était la différence de niveau économique entre Prishtina et Tirana; or l'écart durant les années 90 s'est fortement estompé. Parallèlement à cette situation, les Albanais du Kosovo ont pris des positions économique importantes en Albanie.

La guerre civile au printemps 1997 qui suivit la faillite des sociétés financières de type pyramidal, le pillage des entrepôts d'armes qu'elle provoqua, l'arrivée au pouvoir de l'opposition socialiste obligeant S.Berisha à retourner dans son fief du Nord dans lequel les bases de l'Armée de Libération du Kosovo (l'UCK) sont installées, la volonté du Premier ministre Fatos Nano de négocier avec Milosevic, et surtout leur rencontre à l'automne 1997 en Crète à l'occasion de la Conférence des pays Balkaniques, ont précipité la crise en provoquant un sentiment d'abandon voire de trahison, et sans doute la fuite en avant dans la lutte armée de nombreux jeunes Albanais qui estimaient n'avoir plus rien à perdre. Sali Berisha profita immédiatement de la situation pour revenir au Parlement après huit mois de boycott. En retour, la déroute de l'UCK au cours de l'été 1998 a influé sur la tentative de putsch conduite par les hommes de ce dernier. Il faut aussi souligner le rôle de Fatos Nano qui aurait recommandé l'UCK aux autorités américaines. Actuellement, le gouvernement Majko profite de la crise pour négocier l'aide internationale accordée au pays des aigles et sa coopération dans les structures de l'OTAN et de l'UE. Pour ce faire, il appuie les représentants de l'UCK qui sont établis à Tirana depuis le début des bombardements.

Les divisions politiques au Kosovo

Quant au Kosovo, l'apparition de l'UCK au grand jour (en 1997) semble être — pour ceux qui ne connaissent pas suffisamment la vie politique de la République autoproclamée —, la première division au sein des Albanais, oubliant en fait qu'aux élections du 24 mai 1992 il y avait déjà dix-neuf partis politiques kosovars en lice. Ce sentiment erroné d'une uniformité de la vie politique au Kosovo a été renforcé par les

scores obtenus par la Ligue Démocratique du Kosovo (LDK) et son président, Ibrahim Rugova. La politique de cette République autoproclamée est également dominée par de fortes personnalités tels Adem Demaçi et Rexhep Qosja. Depuis les élections de mars 1998 au Kosovo dont l'organisation fut concomitante aux débuts des combats entre les forces spéciales de la police de Serbie et les membres de l'UCK, les divisions existantes se sont accrues.

Les griefs à l'encontre de la politique de Rugova furent à ce moment plus virulents et les événements du printemps 1998 leur donnèrent un écho plus large. La question principale fut de savoir : *«s'il était judicieux d'organiser ces élections alors que les combats étaient alors en cours?»*. À cette question vient s'ajouter une série d'autres griefs plus récurrents. La politique d'internationalisation est pour l'ensemble de l'opposition un échec, particulièrement, depuis la reconnaissance par l'Union Européenne de la Yougoslavie en 1996. Rugova est accusé de ne pas avoir d'imagination politique puisque, depuis 1992, il prône le renforcement des institutions parallèles qui ont mené, toujours selon l'opposition, à une impasse et qu'enfin le statut du Kosovo n'a connu aucune évolution. Dans ces conditions, l'opposition estime nécessaire qu'il y ait désormais un front commun.

Les acteurs politiques au Kosovo

La LDK fut fondée le 23 décembre 1989¹ avec comme président élu Ibrahim Rugova. Malgré les divisions existant à la fois dans la vie politique du Kosovo et les divergences au sein de la LDK, celui-ci fut à nouveau choisi comme candidat de la LDK en février 1998 pour les élections du 22 mars 1998. Elections qu'il remporta à nouveau très confortablement. Après le début des affrontements, le conseil général de la LDK demanda que la communauté internationale protège le peuple kosovar exposé à une agression militaire serbe et au nettoyage ethnique, l'augmentation de la présence des organisations humanitaires, le renforcement des institutions de la République du Kosovo tout en affirmant que l'indépendance du Kosovo était la meilleure solution.

Depuis 1995, des divergences entre le président Rugovae et son Premier ministre en exil, Bujar Bukoshi, semblent être apparues notamment tant en ce qui concerne la gestion des fonds apportés par les immigrés pour le fonctionnement de la société parallèle au Kosovo que la politique à suivre. On a accusé Bukoshi de favoriser l'émergence de l'UCK, alors que Rugova niait dans un premier temps l'existence de

celle-ci allant même jusqu'à dire et ce jusqu'à la fin de l'année 1997 qu'il s'agissait d'une provocation des services secrets serbes.

C'est Bukoshi qui avait nommé le colonel Krasniqi «ministre de la Défense» du gouvernement en exil basé à Tirana. Celui-ci, qui avait pour mission de regrouper et de former les hommes pour être envoyés aux combats, a été assassiné pour des raisons non élucidées, une semaine après la tentative de coup d'Etat de septembre 1998 de Sali Berisha à Tirana. Lors de cette tentative, on a soupçonné le Premier ministre du Kosovo d'avoir envoyé des hommes pour soutenir ceux de l'ancien président albanais.

Outre les divisions entre les deux hommes, la démission de Hydajet Hyseni, vice-président de la LDK, au printemps 1998 confirma les tensions au sein du parti de Rugova en cette période cruciale de l'histoire du Kosovo. H. Hyseni qui était contre la tenue des élections de mars s'est joint à la Ligue démocratique albanaise.

Malgré le retrait de tous les partis politiques d'opposition importants lors des élections, le parlement du Kosovo qui s'est réuni le 16 juillet 1998 a choisi, parmi les petits partis, les trois vice-présidents (Ilaz Kurteshi social démocrate, Zef Morina démocrate chrétien et Gjergj Dedaj libéral).

Adem Demaçi est lui aussi un personnage incontournable de la vie politique du Kosovo depuis plus de 35 ans. Celui qu'on surnomme le «Mandela albanais» devient le 13 août 1998 représentant politique de l'ALK poste duquel il démissionnera après les accords de Rambouillet marquant ainsi son opposition à la signature de l'accord par Hashim Thaçi représentant de l'ALK à ces négociations. Par la suite, il rallia le Parti parlementaire du Kosovo (PPK) qui était arrivé second aux élections de 1992, puis en prendra la direction. Pour A. Demaçi, la non-violence ne veut pas dire la passivité qu'il reproche à Rugova. Il prône une non-violence active tout en demandant notamment la réunion du Parlement issu des élections de 1992. En 1997, il admettait que son action volontariste avait échoué et tenait pour responsable la LDK qui, selon lui, bloquait toute initiative. Le projet de A. Demaçi était de faire une confédération ou une association d'Etats souverains appelée *Balkanija* regroupant la Serbie, le Monténégro, le Sandjak, la Voïvodine et le Kosovo. La position du PPK au printemps 1998 était de dire qu'il fallait arrêter de se battre pour la suprématie politique et qu'il fallait coopérer avec l'UCK qui contrôlait la situation sur le terrain. Il déclara ne pas vouloir travailler avec le Premier ministre socialiste albanais Fatos Nano.

Le parti social-démocrate de Luljeta Pula-Beqiri est également l'un des acteurs incontournables de la vie politique au Kosovo, notamment parce que ses deux premiers présidents furent les intellectuels Muhamedin Kullashi et Shkelzen Maliqi. Il s'était opposé, tout comme Adem Demaçi, à la tenue des élections et annonçait, fin juillet, qu'il suspendait ses activités si une stratégie commune à tous les partis politique au Kosovo n'était pas élaborée. Dans cette perspective, il souhaitait l'établissement d'un conseil national qui serait un organe à responsabilité exécutive et législative devant fonctionner jusqu'à ce que les conditions pour les élections soient réunies. La direction du Conseil national devrait intégrer Rugova et offrir une représentation politique à l'UCK si elle le souhaitait. Pour lui comme pour le PPK le gouvernement actuel ne représente aucunement la population et ne peut dès lors répondre à ses besoins.

La plus belle réussite de la société parallèle mise en place par les Albanais du Kosovo fut sans aucun doute l'enseignement. Mais même l'Union indépendante des étudiants de l'université de Prishtina qui s'était opposée à la signature de l'accord sur l'enseignement promu par la communauté Saint Egidio en 1996 s'est démarquée de la politique de Rugova précisant que la tenue des élections était intolérable et que les institutions albanaises mises en place par celui-ci ne devaient l'être que dans les territoires libérés par l'UCK.

L'UCK quant à elle par la voix de son porte-parole Jakup Krasniqi s'exprimait à propos du président du Kosovo en ces termes : *«Il n'est pas un pacifiste mais un paillason; Rugova ne permettra jamais de résistance mais seulement la soumission. Nous avons perdu notre dignité individuelle, familiale et nationale. La philosophie de l'UCK est de restaurer la dignité humaine et de répondre à la violence barbare de l'ennemi par une lutte de libération»*. Néanmoins elle se propose de discuter avec lui à Tirana mais sans succès pour l'instant.

À défaut de pouvoir constituer une plate-forme commune avec la LDK le Mouvement du Rassemblement Démocratique (Levizja ë Bashkimit Demokratik-LBD) est créée le 6 octobre 1998. Celui-ci regroupe les principaux partis kosovars d'opposition présidé par l'intellectuel R. Qosja² partisan de la Grande Albanie. Avec la création de la LBD, nous avons ainsi le triptyque (LDK-UCK-LBD) qui va composer la délégation albanaise aux négociations de Rambouillet. Il devait former un

gouvernement commun, mais le gouvernement mis en place après le début des bombardements n'est pas composé de membres de la LDK qui conserve son gouvernement dont le Premier ministre est toujours Bukoshi.

Les Albanais sont sans doute partagés entre la solution pacifique de Rugova qui devrait être pour eux la seule voix pour résoudre le conflit et les réalités du terrain. En effet, de même que sachant que Rugova semblait être le seul interlocuteur de la communauté internationale, il était évident de voter pour lui, selon la même logique, il paraît naturel de s'enrôler dans l'UCK puisqu'elle est la seule à combattre.

En définitive, l'instrumentalisation que ce soit par Belgrade ou par Tirana de la situation au Kosovo, l'impasse dans laquelle se trouvaient les Albanais du Kosovo face au manque de démocratisation de la société yougoslave et l'augmentation de la violence ont conduit à la crise actuelle. Il faut bien sûr ajouter à cela que le nationalisme exprimé à Tirana sous l'ère communiste ou après était un moyen de se détourner des nombreux problèmes intérieurs. La crise du Kosovo est aussi la crise de l'Etat-nation albanais inachevé et dont la stabilité toute relative dépend fortement du contexte régional. Les secousses politiques à Tirana accentuées par le manque de traditions démocratiques, la difficile stabilisation économique et les jeux partisans qui s'enchevêtrent avec les clivages ethniques interagissent indéniablement avec les événements du Kosovo.

Kolë Gjelošhaj est licencié en sciences politiques et diplômé en sociologie politique de l'Université Libre de Bruxelles.

Notes :

1. La grande majorité des partis politiques naquirent au Kosovo au printemps 1990 si on ne tenait pas compte des partis ou mouvement marxiste-léniniste qui se formèrent pendant les années 70 et qui se regroupèrent en 1982 en Mouvement Populaire de la République du Kosovo.
2. Voir R.Qosja, *La question albanaise*, Fayard, 1994.